

Après Davos 2011 quelques réflexions

Patrick Coulon

Mars 2011

Le but de cette courte note est d'attirer l'attention sur la fonction de Davos, donner à voir à grands traits le contenu de ses travaux et où pour la seconde fois en 2 ans le président de la République y a fait un discours -ce n'est jamais anodin- c'est aussi d'essayer d'y voir les inflexions à l'oeuvre afin d'anticiper sur les batailles à venir.

Le 41e Forum économique mondial (WEF) de Davos, a réuni 2500 participants dans les Alpes suisses. Trente-cinq chefs d'État et de gouvernement, 80 ministres, huit banquiers centraux et 1400 membres du monde de l'économie ont assisté à la réunion, qui a eu pour thème cette année «Normes communes pour une nouvelle réalité». Il a duré cinq jours et 220 sessions étaient inscrites au programme officiel.

Qu'est ce que Davos ?

a) En réalité Davos n'est qu'une des activités du Forum économique mondial. Elle est spectaculaire évidemment et connue essentiellement parce qu'on présente souvent le Forum social mondial comme un anti Davos (il fut convoqué de cette manière lors de sa première édition en 2001 à Porto Alègre.)

Le Forum économique mondial se présente sur son site comme une fondation à but non lucratif qui ne défend aucun intérêt politique, partisan ou national et s'est donné pour mission « d'améliorer l'état du monde »

En réalité il est symptomatique des évolutions de la mondialisation capitaliste. C'est un club d'élite transnational se situant au cœur de l'organisation politique du capitalisme mondial, malgré son caractère informel, qui contribue -pour sa classe- à identifier les problèmes, à clarifier les lignes de forces, les rapports de force, les limites dans lesquelles il se situe, et le monde du business étant ce qu'il est, c'est un

lieu privilégié pour négocier des dossiers de toutes sortes. Il participe du domaine diffus de la « gouvernance » mondiale. Comme d'autres clubs d'élites transnationales, il est partie prenante - au même titre que les états du complexe institutionnel qui structure les sociétés capitalistes - car, ne l'oublions pas, la mondialisation - et son moteur le capitalisme à l'échelle mondiale - ne surgit pas de nulle part. Elle est conçue, organisée, gérée, promue et défendue par des groupes de personnes identifiables. Ces clubs d'élites transnationales constituent un maillon essentiel d'un pouvoir hégémonique dont l'ambition s'affiche à l'échelle mondiale. Entendu dans son sens gramscien, le concept d'hégémonie exprime la capacité d'une configuration de forces particulière à donner cohérence au pouvoir qu'elle exerce et à le faire accepter sur une base consensuelle le plus largement possible. Ce dispositif se réajustant constamment en fonction des situations et des rapports de forces auxquels il est confronté. L'intérêt d'être partie prenante de Davos pour cette élite mondiale travaillant à son hégémonie, c'est qu'elle l'aide à percevoir l'air du temps, les sujets à la mode, tout en lui permettant d'établir des contacts clés, de débloquer des négociations en cours, d'influer sur l'orientation de telle ou telle réglementation ou législation. Comme le dit si crûment quelqu'un comme Jacques Attali : « Davos est avant tout un hôtelier qui permet de gagner du temps ; c'est un économiseur de voyages d'affaires. »

Notons la participation croissante de chefs d'états, de représentants d'ONG, voir de syndicalistes : c'est une tendance que nous ne pouvons séparer des réflexions développées plus haut sur la tentative de construction d'une hégémonie passant par de multiples canaux.

J'émetts l'hypothèse que nous avons affaire avec Le Forum économique mondial, avec Davos, à un élément d'une Internationale du Capital

b) La traditionnelle réunion des grands décideurs économiques et politiques de la planète cette année a été placée sous le signe de l'après-crise tout en laissant poindre certaines incertitudes et inquiétudes sur la « prospérité » retrouvée.

«Jamais le monde n'a été confronté à tant de défis différents. Nous vivons une nouvelle réalité. Il faut la comprendre». C'est sous cet angle que le directeur et fondateur du Forum économique mondial – organisateur de Davos – Klaus Schwab, a décidé de placer cette 41e édition.

C'est le président russe, Dimitri Medvedev, qui ouvrira la réunion de cette année et on y a vu et entendu (j'y reviendrai) Nicolas Sarkozy qui préside le G20 cette année.

Outre Davos un certain nombre d'autres réunions sont organisées par le Forum économique mondial : ainsi rien que cette année six autres sont programmées.

- Sur l'Amérique latine du 27 au 29 avril à Rio de Janeiro : pour réfléchir à la prochaine décennie sur ce sous continent.

- Sur l'Afrique du 4 au 6 mai au Cap : pour faire de l'Afrique une terre de développement (donc de profits)
- Sur l'Asie centrale et l'Europe du 8 au 9 juin à Vienne : repousser les frontières de l'innovation
- Sur l'Asie du 12 au 13 juin en Indonésie : de nouvelles réponses dans la globalisation
- En Chine du 14 au 16 septembre : maîtriser les nouvelles entreprises
- Sur le Moyen Orient du 21 au 23 octobre en Jordanie : Innovation et changement au Moyen-Orient

Le Forum économique mondial publie également des rapports. Parmi les derniers parus :

- Les risques globaux
- Vision de l'énergie mise à jour 2011: Une nouvelle ère pour le gaz
- Accélérer la transition et les investissements pour le développement durable

Citons également le rapport 2010/2011 sur la compétitivité des nations qui synthétise un très grand nombre de domaines de performances. La prospérité sur le long terme d'une nation dépendant, selon ce rapport, de beaucoup de paramètres : institutions, infrastructures, politique macroéconomique, système de santé et d'éducation, fluidité et efficacité des marchés, excellence des entreprises et de nombreux autres « piliers de la compétitivité ». Le Forum économique mondial adapte la pondération de ces différents facteurs au niveau de développement des 139 pays examinés. Ainsi, c'est surtout l'innovation et la sophistication des entreprises qui « tirent » la croissance des pays développés. La plupart des données utilisées proviennent d'une enquête de perception réalisée au printemps dans chaque pays par un institut partenaire - HEC pour la France - et dont les résultats sont une moyenne entre les opinions du printemps 2009 et du printemps 2010. Certaines des questions, posées dans les mêmes termes aux milieux d'affaires depuis de nombreuses années, permettent de se faire une idée assez précise des évolutions en cours dans l'environnement et les modes de gestion des entreprises, au-delà des caractéristiques structurelles des économies.

Si dans le classement global 2010, la Suisse demeure au premier rang et les Etats-Unis rétrogradent au quatrième rang, la poursuite des progrès rapides des pays émergents constitue le résultat le plus remarquable du classement. La Chine, en particulier, vient de rattraper la moyenne des pays de l'Union européenne après plusieurs années de progrès soutenus

Quant à la compétitivité globale de la France, selon le rapport, les incertitudes liées à la sortie de crise se reflètent dans le niveau général des réponses. Au printemps 2010, la France était un des pays les plus pessimistes en ce qui concerne le risque de rechute dans la récession. Ce pessimisme la classait au 123ème rang sur 139

pays, avec un score de 2,7 sur une échelle allant de 1 (pessimisme) à 7 (optimisme). Ce pessimisme économique plus accentué en France, se reflète en partie dans les réponses aux autres questions.

Les spécificités structurelles de la France, relativement aux autres économies développées, sont à nouveau affirmées : la rigidité du marché du travail qui pourrait freiner la reprise, avec cependant la perception par les milieux d'affaires d'une progressive amélioration au fil des années, notamment depuis 2007, l'importance des prélèvements obligatoires et de l'endettement public ; mais aussi la qualité des infrastructures, de la gestion des entreprises et du système d'enseignement et de recherche.

Que retenir de Davos ?

Ce qu'on peut retenir à grands traits de cette session (à travers les différents articles de presse disponibles et notons qu'ils n'étaient pas particulièrement nombreux cette année) c'est que sur les problèmes de la Dette, du réchauffement climatique, de la sécurité alimentaire ou même la contestation alors naissante au Moyen-Orient : un climat d'impuissance aura plané sur la 41^e édition du Forum de Davos, les décideurs mondiaux restant divisés sur les remèdes. « Notre ressource la plus rare est le temps », a dit le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-Moon, sortant de sa réserve pour lancer un cri d'alarme : « Nous sommes à court de temps sur le changement climatique, l'énergie propre. »

D'un point de vue géostratégique rappelons qu'alors qu'il se tenait sur fond de révolte en Égypte, où l'aspiration à la démocratie était durement réprimée, les délégations arabes présentes à Davos se sont pourtant montrées discrètes. Deux ministres tunisiens et le gouverneur de la Banque centrale ont ainsi refusé de s'exprimer sur l'Égypte. Le Forum s'est aussi déroulé à l'ombre de la menace terroriste : le président russe Dimitri Medvedev est venu vanter les mérites de son pays auprès des investisseurs, deux jours après l'attentat attribué aux rebelles originaires du Caucase qui a frappé l'aéroport de Moscou.

Sur le volet des crises, aucun des chantiers abordés à l'édition Davos 2010 n'a avancé : la reconstruction de Haïti a échoué, la guerre ne ralentit pas en Afghanistan, le Proche-Orient est dans l'impasse, avec une menace de reprise des troubles au Liban et l'Iran maintient son intransigeance sur son programme nucléaire. D'autres conflits se sont ajoutés, comme la lutte de pouvoir entre deux présidents en Côte d'Ivoire, où « beaucoup est en jeu » pour l'Afrique, selon Ban Ki-Moon.

Par contre les émergents asiatiques, Chine et Inde, ont illustré par leur forte présence le glissement du pouvoir économique mondial vers l'Asie.

Davos a aussi été cette année l'occasion pour les Européens d'essayer de prouver leur engagement en faveur de l'euro, « notre monnaie », a assuré la chancelière allemande Angela Merkel, au lendemain d'un engagement similaire du président Sarkozy à défendre l'euro. Les Européens semblent cependant toujours divisés sur les remèdes à apporter pour en finir avec la crise de la dette qui a éclaté l'an dernier avec la Grèce et l'Irlande. Angela Merkel a surtout plaidé pour la rigueur, la discipline et la convergence économique et budgétaire, au lendemain d'un appel à la solidarité lancé par le Premier ministre grec George Papandreou, qui a surtout souligné combien la Grèce avait, dans la douleur, fait tout ce qui lui avait été demandé par ses partenaires et le Fond monétaire international (FMI).

Sur les thèmes du développement durable, des transferts de technologies, du climat, de l'énergie, de la sécurité alimentaire, de la régulation des cours des matières premières, notamment agricoles - que Nicolas Sarkozy a affirmé mettre en tête de ses ambitions dans le cadre du G20 - les décideurs venus du monde entier ont paru n'avoir guère progressé tout au long des débats. Certes, constat a été fait que le mode de consommation sans limites du monde développé devait finir, mais on ne peut exiger des pays en développement qu'ils renoncent à l'aspiration au développement.

Mais à Davos les capitalistes font aussi des affaires. Ainsi a-t-on appris que les groupes pétroliers russe Rosneft et américain Exxon Mobil ont annoncé à Davos avoir conclu un accord pour l'exploration en commun d'une zone de quelques 11 200 km² en mer Noire.

Davos cette année s'est aussi fait l'écho des effets de la crise et de son évolution. Il est toujours enrichissant d'y repérer les thèmes qui structureront la pensée en vue d'actions à venir des classes dominantes. Autant ne pas prendre de retard sur les thèmes qui irrigueront la bataille idéologique.

Écoutons donc Martin Wolf qui fut économiste principal à la Banque Mondiale ; commentateur économique en chef au Financial Times ; avant d'être chroniqueur du supplément économique du Monde ; il participe à Davos depuis sa création.

« Elle n'aura marqué (la crise) ni le début d'une dépression ni la fin du capitalisme. Mais elle a provoqué un renforcement de la réglementation financière. Après trois décennies de déréglementation, le balancier est reparti dans l'autre sens, non sans susciter des résistances. »

Il précise que Davos 2011 a constaté également « la part grandissante de la Chine et de l'Inde qui représentent 80% de l'augmentation de la part des pays émergents dans les prévisions sur la production mondiale entre 2000 et 2013, dont 63 % pour la Chine seule. »

Mais Davos c'est aussi la réflexion, l'élaboration, la suggestion de pistes pour le futur. Écoutons, là encore, Martin Wolf : « Voyons à présent les domaines dans lesquels la crise financière a joué un rôle d'accélérateur. Le changement le plus

évident est d'ordre budgétaire. Toute personne bien informée savait que le vieillissement de la population entraînerait un resserrement budgétaire dans les pays à hauts revenus à mesure que les dépenses augmenteraient et que la croissance ralentirait. La crise a avancé cette échéance d'une décennie. Selon le FMI, la dette publique nette des pays du G7 devrait bondir de 52 % du PIB auxquels elle équivalait en 2007, à 90 % en 2015.

Cela ne signifie pas pour autant hyperinflation ni défaut. Mais la gestion des finances publiques sera la question politique essentielle dans le proche avenir. L'épreuve sera douloureuse. » Nous voilà prévenu !

Complétons les informations sur la teneur des ateliers. Je rappelle qu'on en comptait quelques 220 ! Impossible de tous les passer en revue mais en citer quelques uns en dira long sur les préoccupations de l'élite mondiale :

Quelle est la nouvelle réalité économique? - Aperçus de Chine - l'Agenda énergétique de 2011 - l'Agenda environnemental de 2011 - les risques globaux en 2011 - le futur de l'emploi- le rôle des affaires dans le développement-aperçus sur l'Inde- Croissance axée sur l'innovation: mise à jour - Repenser les ressources naturelles - Assurer une croissance inclusive - l'Agenda de la science-la musique pour le changement social-le sécurité en 2011- Se préparer aux nouvelles réalités- La guerre contre la corruption-La convergence numérique-Faire mieux avec moins-Risques et opportunités de la relation eau/alimentation/énergie - La nouvelle réalité de la cyber sécurité - Construire des ponts avec la peinture - Quelle réalité de l'Etat dans le capitalisme - Confidentialité ou transparence: le dilemme Wikileaks - Les périls des prédictions économiques - Le pouvoir de l'image - La science, la découverte et la controverse - La dépendance aux réseaux sociaux - Percées dans la stratégie commerciale-Le futur des mobilités - L'art de la narration visuelle - La nouvelle réalité du pouvoir du consommateur - Nous sommes ce que nous mangeons - La gestion d'un bilan de récupération - Le prochain choc: sommes nous mieux préparés? - Les secrets des océans - Zone euro: passer de la survie à la relance - Reconstruire la gouvernance globale - L'innovation nationale: un oxymore? - Criminels dans frontières - L'extension des grandes idées - Mise à terre de l'Euro? - Mégas régions ou mégas problèmes - Comment combler l'écart entre les sexes - Le leadership de Shakespeare - Nos origines: comprendre l'univers - Le futur de l'entreprise chinoise - La refonte du Système Monétaire International - Le bond de la croissance à faible émission de carbone - Prendre part à notre transformation commune - Nouvelles réalités des normes éthiques - Nous avons besoin de la science - La diplomatie à l'ère numérique - Le travail créatif - Perspectives brésiliennes - Les priorités de l'économie US - Assurer le développement des biotechnologies - La gestion des flux mondiaux de capitaux - L'économie du Cloud Computing - Volatilité des prix: le défi des produits de base - La gestion du potentielle des océans - La foi a-t-elle besoin d'institutions

religieuses - L'art de la négociation - La montée des robots sapiens-Sport : du pain et des jeux, pouvoir et argent? - Répondre à la catastrophe : le rôle émergent des entreprises - La réalité d'un monde durable - L'épuisement professionnel : la nouvelle mode - La prochaine carte de la croissance mondiale...

Sarkozy

c) Avant de voir ce qu'a dit Sarkozy cette année un petit retour sur son discours de l'an passé nous aidera certainement à voir les inflexions politiques découlant de l'évolution de la situation.

Le regard de sa propre opinion publique aidant, Sarkozy haussait le ton sur le capitalisme. C'était l'époque de la soit disant nécessité de moraliser le capitalisme.

« Cette crise n'est pas seulement une crise mondiale. Cette crise, n'est pas une crise dans la mondialisation. Cette crise est une crise de la mondialisation. C'est notre vision du monde qui, à un moment donné, a été défaillante. C'est notre vision du monde qu'il nous faut donc corriger. Il n'y a pas de prospérité sans un système financier efficace, sans libre circulation des personnes et des marchandises, sans la concurrence qui remet en cause les rentes de situation. Mais la finance, le libre-échange, la concurrence, sont des moyens, ils ne sont pas des fins en soi. Ne confondons pas le moyen de faire et l'objectif que nous devons nous donner. La mondialisation a dérapé à partir du moment où il a été admis que le marché avait toujours raison sans condition, sans réserve et sans limite et aucune autre raison ne pouvait lui être opposée.

Essayons de remonter à la source : ce sont les déséquilibres de l'économie mondiale qui ont nourri le développement de la finance globale. On a déréglementé la finance pour pouvoir financer plus facilement les déficits de ceux qui consommaient trop avec les excédents de ceux qui ne consommaient pas assez. La perpétuation et l'accumulation des déséquilibres a été le moteur et la conséquence de la globalisation financière.

Entendons-nous bien, et je veux être compris ici : il ne s'agit pas de nous demander par quoi nous allons remplacer le capitalisme mais de savoir : « quel capitalisme voulons-nous ? ».

La crise que nous traversons n'est pas une crise du capitalisme. C'est une crise de la dénaturation du capitalisme. Le capitalisme a toujours été inséparable d'un système de valeurs, d'un projet de civilisation, d'une certaine idée de l'homme. Le capitalisme purement financier est une dérive qui bafoue les valeurs du capitalisme. Mais l'anticapitalisme est une impasse pire encore. Il n'y a aucune solution dans l'anticapitalisme. Il n'y a aucun système autre que l'économie de marché. Mais nous sauverons le capitalisme et l'économie de marché, en le refondant, oserai-je le mot, en le moralisant.

Je sais que ce terme peut susciter beaucoup d'interrogations. Mais de quoi avons-nous besoin au fond, sinon de règles, de principes, d'une gouvernance qui reflètent des valeurs partagées ? Et si nous nous dotions d'une morale commune ? »

Son discours comportait 28000 signes. Cette année l'essentiel de son intervention s'est construite autour des déséquilibres monétaires, de la question de la volatilité des matières premières et de la gouvernance mondiale. Son discours ne comportait que 8000 signes soit quasiment le quart de l'an dernier !

« Les problèmes que nous avons à résoudre sont si difficiles, si complexes, si multiples que nous devons absolument nous abstenir de tout malentendu ou de toute réaction idéologique. Je dirais même que nous devons nous abstenir de réagir, les uns et les autres, en fonction des grilles de lecture idéologiques du siècle précédent. Les choses ont changé. Essayons de nous concentrer de façon pragmatique sur les faits. Essayons d'apporter des idées nouvelles face à des problèmes d'une ampleur et d'une complexité jamais égalées ».

« En 2010, on nous annonçait le pire : un scénario économique en W. Le résultat, c'est une croissance mondiale aux alentours de 5%. Je regardais les chiffres, sur les dix dernières années, la moyenne de la croissance mondiale a été à 3,5% »

« Le souffle de la crise étant moins chaud aux oreilles de certains, ils peuvent être tentés d'aller moins vite, de prendre moins de décisions et de penser que les choses s'arrangeront naturellement. »

Nous constatons que nous sommes loin des paroles prononcées l'an passé. Le premier risque, c'est la question des dettes souveraines. Il faut réduire les déficits et faire les réformes. Le monde ne peut pas continuer à aligner une addition de dettes abyssales sans se préoccuper des déséquilibres que cela engendre.

La boucle est bouclée : le discours est passé de l'état de quasi panique devant l'extrême gravité de la crise et des risques d'explosions populaires à celui de la nécessité incontournable pour le capital de faire payer la crise par ceux qui n'y sont pour rien: c'est ce qui se déroule sous nos yeux avec la Grèce, le Portugal, et les volontés convergentes de cadenasser les dépenses publiques. Je renvoie aussi à ce qui se trame avec le « pacte de compétitivité » pour une nouvelle « gouvernance économique ». L'objectif étant la mise en place d'un dispositif drastique d'hyper-austérité lors du sommet européen de la fin mars.

Même si Davos a aussi mis en garde sur le danger grandissant résultant de l'explosion des inégalités, ce qui a fait dire, et ce sera ma conclusion, à certains participants qu'ils avaient - même si les affaires reprennent - la peur de danser sur un volcan !

Pour aller plus loin

Le site du Forum Economique Mondial

[<http://www.weforum.org/>]

Analyse du Rapport 2010/2011 sur la compétitivité des nations

[<http://www.ceuropeens.org/La-competitivite-des-nations-selon-le-Forum-Economique-Mondial-Rapport-2010.html>]

Discours Nicolas Sarkozy 2010

[http://www.elysee.fr/president/les-actualites/discours/2010/40eme-forum-economique-mondial.1641.html?search=Davos&xtmc=davos_2010&xcr=1]

Discours Nicolas Sarkozy 2011

[http://www.elysee.fr/president/les-actualites/discours/2011/41e-forum-economique-mondial.10535.html?search=Davos&xtmc=Davos_2011&xcr=1]